

## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 MONTREUIL cedex Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse: Matthieu Brabant - 06 77 81 34 83

## Le CSE désavoue la Ministre

Après une séance marathon de deux jours (7 et 8 octobre), le Conseil Supérieur de l'Éducation a rejeté les textes des nouveaux programmes, mais aussi la grille des horaires de l'école élémentaire.

Au-delà du contenu pédagogique qui prête toujours à discussion et qui doit garantir une certaine liberté pédagogique attribuée aux collègues, la CGT Éduc'action estime que ce vote est une sanction pour la Ministre. C'est surtout l'échec d'une méthode de travail qui balaie le dialogue social, qui n'écoute que très peu l'avis des enseignant-es.

Le gouvernement avait l'opportunité depuis trois ans de modifier des programmes en impliquant tous les acteurs de la communauté éducative dans la production d'outils progressistes. Au lieu de cela, il a fait le choix de confier la rédaction des programmes au seul Conseil Supérieur des programmes sans réelle concertation avec les enseignant-es.

La parole des organisations syndicales a été réduite à peau de chagrin avec une seule séance de commission spécialisée de préparation à ce CSE. Bien faible au regard des dizaines de pages à travailler et à amender. La mise au vote d'un bloc de programmes allant du cycle 2 (CP) au cycle 4 (3ème) s'inscrivant toujours dans la logique de l'École du Socle avec la promesse de mettre en place des documents d'accompagnement pharaoniques. Le tout se faisant sans garantie pour les collègues d'être formés avant la rentrée 2016 ni d'avoir du temps pour se préparer collectivement à tous ces changements.

Ces méthodes de travail indiquent bien la volonté de la Ministre de réduire le dialogue social, voire de le supprimer et passer en force contre la démocratie sociale.

La CGT Éduc'action se félicite donc de ces votes intervenus le jour d'une grève nationale interprofessionnelle visant à dénoncer les politiques d'austérité, la casse du Service public et qui portait notre vision du Service public d'éducation.

Elle réaffirme sa détermination à lutter contre la réforme du collège et appelle les personnels à se mobiliser le samedi 10 octobre à Paris.

Montreuil, le 9 octobre 2015

1 sur 1 09/10/2015 14:29